



Communiqué

## CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2026

- Produits des activités ordinaires de 1 098,6 millions \$, par rapport à 1 072,5 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) de 0,18 \$, par rapport à 0,15 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté<sup>(1)</sup> de 0,21 \$, par rapport à 0,21 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 133,8 millions \$, par rapport à 108,6 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté<sup>(1)</sup> de 147,8 millions \$, par rapport à 134,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées<sup>(1)</sup> de 1,1 milliard \$ et carnet de commandes ajusté<sup>(1)</sup> de 19,5 milliards \$
- Matthew Bromberg succédera à Marc Parent au poste de président et chef de la direction de CAE le 13 août 2025

**Montréal (Canada), le 12 août 2025 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc.** (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 30 juin 2025.

« CAE a obtenu d'excellents résultats au premier trimestre, avec le secteur Défense qui a connu une croissance du résultat à deux chiffres et une augmentation de la marge, et le secteur Civil qui a poursuivi son élan. Nous sommes sur la bonne voie pour tirer parti des importantes possibilités qui s'offrent à nous, soutenues par la demande à long terme dans le domaine de l'Aviation civile et le réinvestissement générationnel en défense qui s'opère au sein des pays membres de l'OTAN, y compris au Canada, qui compte augmenter de plus du double ses dépenses au cours de la prochaine décennie », a déclaré Calin Rovinescu, président du conseil de CAE. « Avec un portefeuille bien équilibré dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense, CAE est particulièrement bien placée pour tirer parti des vents favorables structurels à long terme qui soufflent sur les deux secteurs. Alors que nous construisons sur les fondations solides bâties sous la direction de Marc Parent, nous remettons le cap sur l'excellence opérationnelle, la répartition rigoureuse du capital, la solidité du bilan et la transformation des résultats en flux de trésorerie disponibles et en rendements plus élevés sur le capital investi. Je tiens également à féliciter Marc pour l'héritage qu'il laisse à CAE ainsi que pour son apport durable dans l'ensemble du secteur aéronautique. En même temps, je suis heureux d'accueillir Matt, qui intégrera bientôt ses fonctions et dirigera la prochaine vague de création de valeur de CAE. »

CAE a annoncé la nomination de Matthew (Matt) Bromberg, qui succédera à Marc Parent au poste de président et chef de la direction de la Société en marge de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 13 août 2025. M. Bromberg est également candidat à l'élection au conseil. CAE a également annoncé qu'à la suite de l'assemblée, Calin Rovinescu deviendra président exécutif du conseil et Sophie Brochu occupera le poste d'administratrice indépendante principale, ce qui témoigne de l'engagement de CAE à l'égard d'une gouvernance solide et de premier ordre.

« Nos résultats du premier trimestre reflètent le dévouement de nos équipes et la force de notre position, avec une solide performance du secteur Civil dans un environnement macroéconomique dynamique et une solide exécution dans le secteur Défense, y compris une amélioration marquée de la rentabilité par rapport à l'exercice précédent. Au cours des deux dernières décennies, j'ai eu le privilège de contribuer à la transformation de CAE pour en faire le chef de file mondial qu'elle est aujourd'hui, et je suis incroyablement fier de ce que nous avons accompli », a

expliqué Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Au moment de passer le flambeau, j'ai pleinement confiance dans la direction de la Société et dans la capacité de l'équipe de poursuivre sur cette lancée et d'offrir l'excellence à toutes les parties prenantes. »

« Au cours des dernières semaines d'intégration, j'ai pu constater par moi-même la force de l'équipe de classe mondiale de CAE, sa technologie de pointe et la profondeur de ses relations avec les clients », a conclu Matthew Bromberg, président et chef de la direction entrant de CAE. « Il s'agit d'une organisation exceptionnelle qui possède une énorme capacité de bâtir sur ses succès passés. Au moment où j'entrerai en fonction, je m'efforcerai de traduire ce potentiel en valeur actionnariale accrue grâce à une approche pragmatique visant à améliorer l'efficacité, à concrétiser les possibilités et à accroître l'excellence opérationnelle dans nos activités principales. Je tiens également à remercier Marc pour son leadership et son soutien tout au long de la transition. Il laisse CAE en très bonne position pour l'avenir. »

## Résultats consolidés

Au premier trimestre de l'exercice 2026, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 098,6 millions \$, comparativement à 1 072,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le RPA s'est chiffré à 0,18 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,15 \$ à l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,21 \$ au premier trimestre, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 133,8 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup>), compte tenu de coûts liés à la transition de la haute direction de 14,0 millions \$. L'an dernier, le résultat opérationnel avait atteint 108,6 millions \$ (10,1 % des produits des activités ordinaires), ce qui tient compte de coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 25,6 millions \$. Au premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 147,8 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup>), par rapport à 134,2 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

## Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T1-2026</b>	T1-2025	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	<b>1 098,6 \$</b>	1 072,5 \$	2 %
Résultat opérationnel	<b>133,8 \$</b>	108,6 \$	23 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>(1)</sup>	<b>147,8 \$</b>	134,2 \$	10 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup></i>	<b>13,5 %</b>	12,5 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	<b>57,2 \$</b>	48,3 \$	18 %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	<b>0,18 \$</b>	0,15 \$	20 %
RPA ajusté <sup>(1)</sup>	<b>0,21 \$</b>	0,21 \$	— %
Prises de commandes ajustées <sup>(1)</sup>	<b>1 122,8 \$</b>	1 192,0 \$	(6) %
Carnet de commandes ajusté <sup>(1)</sup>	<b>19 484,1 \$</b>	16 977,9 \$	15 %

<sup>(1)</sup> Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 607,7 millions \$, par rapport à 587,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 99,4 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 89,8 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 107,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 106,4 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 8 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 71 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 511,4 millions \$ pour une série d'ententes de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires, des solutions numériques pour les opérations aériennes Flightscope et des contrats visant la vente de 5 FFS.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(1)</sup> du secteur Civil s'est établi à 0,84 pour le trimestre et à 1,27 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à 8,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

### Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T1-2026	T1-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	607,7 \$	587,6 \$	3 %
Résultat opérationnel	99,4 \$	89,8 \$	11 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6 \$	106,4 \$	1 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	17,7 %	18,1 %	
Prises de commandes ajustées	511,4 \$	770,5 \$	(34) %
Carnet de commandes ajusté	8 379,8 \$	6 585,3 \$	27 %

### Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	298	279	7 %
FFS dans le réseau de CAE	367	349	5 %
FFS livrés	8	8	— %
Taux d'utilisation	71 %	76 %	(7) %

## Défense et Sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 490,9 millions \$, par rapport à 484,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 34,4 millions \$ (7,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 18,8 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est également fixé à 40,2 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 27,8 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 611,4 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,25. Ce ratio s'est établi à 2,08 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 11,1 milliards \$ à la fin du trimestre. Notamment, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense dans son ensemble continue de refléter la demande vigoureuse, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 6,0 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

## Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T1-2026	T1-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	490,9 \$	484,9 \$	1 %
Résultat opérationnel	34,4 \$	18,8 \$	83 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	40,2 \$	27,8 \$	45 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	8,2 %	5,7 %	
Prises de commandes ajustées	611,4 \$	421,5 \$	45 %
Carnet de commandes ajusté	11 104,3 \$	10 392,6 \$	7 %

### Autres points saillants financiers

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 54,6 millions \$, en baisse par rapport à 56,5 millions \$ au trimestre précédent et en hausse de 49,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation ainsi qu'aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des charges financières sur la dette à long terme du fait de la diminution du niveau des emprunts au cours de la période, qui s'inscrit dans notre démarche de désendettement continu.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 19,0 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à 14 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté<sup>(1)</sup>, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 24 % pour le trimestre, comparativement à 17 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 15,3 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 12,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles<sup>(1)</sup> correspondent à un montant négatif de 36,2 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 25,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par un investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie et par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(1)</sup> ont totalisé 106,9 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette<sup>(1)</sup> était de 3 236,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> était de 2,75. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 176,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 2,77.

Le rendement du capital utilisé ajusté<sup>(1)</sup> s'est établi à 7,0 % pour le trimestre, comparativement à 7,2 % au trimestre précédent et à 5,7 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris effet le 10 juin 2025.

<sup>(1)</sup> Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## **Développement durable**

Au premier trimestre de l'exercice 2026, CAE a publié son Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2025, soulignant de quelle manière les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, la gouvernance éthique et l'impact social sont intégrés dans sa stratégie principale pour améliorer la résilience, la compétitivité et la valeur pour les parties prenantes. Malgré une augmentation de 10 % de son niveau d'activité, CAE a maintenu ses émissions de carbone à un niveau stable, ce qui démontre l'efficacité de sa stratégie de décarbonation fondée sur des données scientifiques et de ses gains d'efficacité opérationnelle.

Le mécanisme de prix fictif interne du carbone introduit en 2025 sera progressivement intégré dans les décisions d'affectation du capital, tandis que le programme primé d'engagement des fournisseurs de CAE continue de stimuler la réduction des émissions et l'innovation durable dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Dans le cadre du mandat élargi de la cheffe de la direction du Capital humain et du Développement durable, CAE harmonise sa stratégie entourant le personnel avec les objectifs en matière de développement durable, ce qui renforce la culture, la capacité d'attirer des talents et la mobilisation des employés. La Société a également rehaussé les informations environnementales, sociales et de gouvernance qu'elle fournit en s'alignant sur les cadres de la Global Reporting Initiative et du Sustainability Accounting Standards Board, réaffirmant ainsi son engagement envers la transparence et la valeur à long terme pour les parties prenantes.

Au cours du trimestre, CAE a fait progresser ses efforts de réconciliation en obtenant une attestation de partenariat en relations avec les autochtones (APRA), phase 2 (Engagé), du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCEA), qui témoigne de son engagement croissant envers des relations respectueuses et autonomes avec les populations Autochtones. En reconnaissance de son leadership en matière de développement durable au sens large, CAE a reçu deux prix mondiaux pour le développement durable, s'étant notamment hissée au palmarès des entreprises les plus durables au monde en 2025 du magazine TIME.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/developpement-durable/>.

## **Perspectives de la direction**

### **Civil**

Les activités du secteur Civil de CAE demeurent soutenues par des facteurs fondamentaux solides et durables dans un marché de solutions de formation aéronautique promis à une croissance à long terme. Un facteur clé de cette résilience est l'exigence réglementaire mondiale selon laquelle les pilotes et les équipages doivent conserver leur certification pour chaque type d'aéronef du parc actif d'appareils commerciaux et d'affaires. La réglementation mondiale impose systématiquement une formation récurrente – généralement tous les six mois – aux pilotes qui souhaitent conserver leurs certifications. Ce rythme réglementaire intégré procure au secteur Civil de CAE une demande stable et récurrente, le rendant intrinsèquement moins cyclique. La croissance supplémentaire découle du besoin continu de former de nouveaux pilotes du fait de l'expansion du parc d'appareils et des départs à la retraite, ainsi que de la formation de transition pour les pilotes existants qui passent d'une plateforme d'aéronef à une autre. La formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, qui représente environ la moitié de la rentabilité du secteur Civil, continue de bénéficier d'une demande stable, soutenue par une activité aérienne qui reste bien supérieure aux niveaux de 2019. Parallèlement, la formation dans le domaine de l'aviation commerciale continue de subir les contraintes persistantes qui touchent la chaîne d'approvisionnement. Les fabricants OEM (fabricants d'équipement d'origine) d'aéronefs affichent des carnets de commandes record qui soutiennent la croissance future et le renouvellement du parc d'appareils; cependant, les livraisons de nouveaux aéronefs ont été limitées et de nombreux aéronefs commerciaux existants sont cloués au sol. Ces contraintes temporaires continuent de nuire au recrutement de pilotes de ligne et aux activités de formation correspondantes. Plus récemment, les compagnies aériennes ont également adopté une approche plus prudente en matière de planification de la capacité à la lumière

de l'incertitude macroéconomique. Malgré ces difficultés à court terme, la demande devrait se renforcer à long terme à mesure que les taux de production et de livraison d'appareils s'améliorent, que les appareils immobilisés reprennent du service et que les pilotes continuent d'atteindre l'âge du départ à la retraite obligatoire.

S'appuyant sur la dynamique du marché à court terme et le caractère saisonnier habituel de ses activités, CAE continue de s'attendre à un second semestre de l'exercice 2026 plus vigoureux pour son secteur Civil, qui sera soutenu par l'accroissement des activités avec les compagnies aériennes clientes aux États-Unis, par la stabilisation des conditions macroéconomiques et géopolitiques, par l'assouplissement graduel des contraintes de la chaîne d'approvisionnement en appareils et par la hausse saisonnière de la demande de formation. Pour l'exercice complet, la Société s'attend à une augmentation dans le milieu de la fourchette du pourcentage à un chiffre du résultat opérationnel sectoriel ajusté de son secteur Civil, ce qui se situe dans le bas de la fourchette des prévisions annoncées précédemment. La marge annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté devrait demeurer stable. Ces perspectives reflètent la résilience inhérente du modèle d'affaires du secteur Civil ainsi qu'une vision prudente des résultats du premier semestre.

### **Défense**

La direction est d'avis que CAE est extrêmement bien placée pour connaître une croissance à long terme et accroître sa rentabilité dans le secteur Défense, grâce à un carnet de commandes ajusté de plus de 11,0 milliards \$ et à un cycle haussier prolongé découlant de l'augmentation des budgets de défense dans les pays de l'OTAN et les pays alliés, dont bon nombre ciblent maintenant des dépenses en défense de près de 5 % de leur PIB. Au Canada en particulier, le gouvernement fédéral a récemment annoncé que le pays atteindrait l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN pour les dépenses en défense pendant l'exercice considéré, et ce, au moins cinq ans avant la date prévue, et il s'engage maintenant à atteindre un nouvel objectif de 5 % d'ici 2035. L'intensification des tensions géopolitiques, qui attire l'attention des forces militaires sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable, la modernisation et la préparation, stimule la demande pour les solutions d'entraînement et de simulation de CAE. La pénurie mondiale de personnel en uniforme amplifie davantage cette demande, incitant les forces armées à s'associer à CAE pour maintenir leur état de préparation opérationnelle. Après avoir consolidé les bases du secteur Défense, comme en témoigne l'amélioration marquée de la marge découlant d'une exécution rapide et de haute qualité à l'exercice précédent, la direction s'attend à une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté dans la fourchette inférieure du pourcentage à deux chiffres et à une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté annuelle de l'ordre de 8 % à 8,5 % pour l'exercice 2026.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les activités de CAE génèrent d'importantes liquidités et, avec l'achèvement d'un important cycle d'investissement pluriannuel, la direction prévoit de solides flux de trésorerie disponibles pour l'exercice 2026, grâce à de robustes flux de trésorerie opérationnels, à la réduction des investissements, y compris les dépenses d'investissement en immobilisations, de même qu'à l'optimisation du fonds de roulement hors trésorerie. Ces résultats devraient permettre d'atteindre un taux de conversion d'environ 150 % du résultat net ajusté attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société pour l'exercice considéré et par la suite.

### **Charges financières et charge d'impôt**

La direction s'attend à enregistrer des charges financières trimestrielles d'environ 55 millions \$, en raison de la hausse des charges locatives découlant des centres de formation récemment ouverts dans le réseau de formation mondial en soutien à la croissance, de même que des charges financières additionnelles liées aux emprunts aux fins du financement de la transaction de SIMCOM. Le taux d'imposition effectif annuel devrait être d'environ 25 %, compte tenu des produits des activités ordinaires attendus des diverses juridictions et de la mise en œuvre des politiques d'impôt mondial minimum.

### **Priorités équilibrées en matière de répartition du capital et investissements de croissance relatifs**

La Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement en immobilisations totales pour l'exercice 2026 diminuent quelque peu par rapport à celles de 356,2 millions \$ enregistrées pour l'exercice 2025. La majorité de cette somme est liée à des investissements de croissance interne dans les simulateurs qui seront déployés dans le réseau mondial de centres de formation civile de CAE et soutenus par des contrats pluriannuels avec les clients.

### **Situation financière solide**

L'un des principes des priorités de CAE en matière de gestion du capital est le maintien d'une situation financière solide, et la Société s'attend à continuer de renforcer son bilan grâce au désendettement continu, à la mesure de son profil d'investissement de qualité. Maintenant qu'elle a atteint sa cible d'endettement pour l'exercice 2025, CAE s'attend à atteindre un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 2,5 d'ici la clôture de l'exercice.

### **Rendement du capital investi à court terme pour les actionnaires**

Une offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été établie à l'exercice 2025 dans le cadre de la stratégie de gestion du capital de CAE, laquelle est destinée à être utilisée ponctuellement et financée à même l'excédent de flux de trésorerie disponibles.

### **Répercussions des tarifs douaniers**

CAE reste relativement bien protégée des répercussions directes des tarifs douaniers. Environ 70 % des produits des activités ordinaires de la Société proviennent de services fournis dans les pays de nos clients, ce qui limite considérablement l'exposition aux tarifs douaniers transfrontaliers, en particulier en ce qui a trait aux produits vendus aux États-Unis. De plus, les simulateurs de vol, produits phares de CAE, sont exempts de tarifs douaniers en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Environ le tiers de la main-d'œuvre de CAE se trouve aux États-Unis, ce qui, conjugué à sa présence opérationnelle substantielle et à la proportion importante de composants provenant des États-Unis dans sa nomenclature, fait en sorte qu'elle dispose de la souplesse opérationnelle nécessaire pour gérer efficacement le risque résiduel lié aux tarifs douaniers.

### **Mise en garde concernant les perspectives**

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2026 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2025 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

### **Information détaillée**

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2025, qui sont disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

## **Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2026**

Calin Rovinescu, président du conseil et administrateur de société; Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Matthew Bromberg, chef de la direction entrant; Nick Leontidis, chef de l'exploitation; Constantino Malatesta, chef de la direction financière par intérim; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-800-206-4400. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à [www.cae.com](http://www.cae.com).

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

## **Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats**

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

## **Mise en garde concernant les énoncés prospectifs**

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 12 août 2025 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 12 août 2025. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2026 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

### **Hypothèses importantes**

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des tarifs douaniers, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant

de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

### **Risques importants**

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 juin 2025, disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

### **Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières**

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

## **Mesures du rendement**

### *Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat opérationnel sectoriel ajusté*

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

### *Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Taux d'imposition effectif ajusté*

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat net ajusté*

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat par action (RPA) ajusté*

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *BAIIA et BAIIA ajusté*

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

### *Flux de trésorerie disponibles*

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles à l'exclusion des frais de développement inscrits à l'actif, les activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

## **Mesures de la liquidité et de la structure du capital**

### *Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté*

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

### *Dettes nettes*

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique qu'elle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### *Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

### *Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance*

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

## **Mesures de la croissance**

### *Prises de commandes ajustées*

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases

d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

#### *Carnet de commandes ajusté*

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

#### *Ratio valeur comptable des commandes/ventes*

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

#### **Définition des renseignements non financiers supplémentaires**

##### *Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE*

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

##### *Nombre équivalent de simulateurs (NES)*

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

### Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

## Calculs et rapprochements

### Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>						
Résultat opérationnel	99,4 \$	89,8 \$	34,4 \$	18,8 \$	133,8 \$	108,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	16,6	—	9,0	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6 \$	106,4 \$	40,2 \$	27,8 \$	147,8 \$	134,2 \$

### Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	19,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction, après impôt	10,3	—
Résultat net ajusté	67,5 \$	67,8 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	321,1	318,8
RPA ajusté	0,21 \$	0,21 \$

## Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	79,2 \$	59,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	14,0	—
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	93,2 \$	84,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	19,0 \$	8,3 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	6,1
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Incidence fiscale sur le profit sur les coûts liés à la transition de la haute direction	3,7	—
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,7 \$	14,4 \$
Taux d'imposition effectif	24 %	14 %
Taux d'imposition effectif ajusté	24 %	17 %

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	189,2 \$	127,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(204,5)	(140,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(15,3) \$	(12,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(27,1)	(19,9)
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(3,7)	(5,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,7
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,1	10,5
Autres activités d'investissement	(2,2)	0,3
Flux de trésorerie disponibles	(36,2) \$	(25,3) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

## Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2025	2024
Résultat opérationnel	754,4 \$	(205,1) \$
Dotation aux amortissements	430,6	376,7
BAIIA	1 185,0 \$	171,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	142,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 176,2 \$	917,3 \$
Dette nette	3 236,1 \$	3 129,7 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,73	18,24
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,75	3,41

## Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2025	31 mars 2025
<b>Utilisation du capital :</b>		
Actifs courants	1 996,4 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Passifs courants	(2 306,5)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie	(231,1) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Autres actifs non courants	2 189,7	2 209,7
Autres passifs non courants	(424,0)	(479,9)
Capital utilisé	8 227,2 \$	8 152,7 \$
<b>Provenance du capital :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	250,2 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Dette nette	3 236,1 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5
Capital utilisé	8 227,2 \$	8 152,7 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

# État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les	
	2025	30 juin 2024
Produits des activités ordinaires	1 098,6 \$	1 072,5 \$
Coût des ventes	790,3	793,8
<b>Marge brute</b>	<b>308,3 \$</b>	<b>278,7 \$</b>
Frais de recherche et de développement	36,7	35,9
Frais de vente, généraux et d'administration	159,4	133,5
Autres (profits) et pertes	—	(0,9)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(21,6)	(24,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	25,6
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>133,8 \$</b>	<b>108,6</b>
Charges financières – montant net	54,6	49,5
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>79,2 \$</b>	<b>59,1 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat	19,0	8,3
<b>Résultat net</b>	<b>60,2 \$</b>	<b>50,8 \$</b>
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	2,5
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>		
De base et dilué	0,18 \$	0,15 \$

# État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	2025	30 juin 2024
<b>Résultat net</b>	<b>60,2 \$</b>	<b>50,8 \$</b>
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>		
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(218,8) \$	51,5 \$
Profit (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	112,9	(19,1)
Reclassement au résultat net de gains sur écarts de conversion	(1,7)	(0,1)
Profit (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	18,8	(6,8)
Reclassement au résultat net (du profit) de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(1,3)	3,3
Impôt sur le résultat	(4,7)	(1,0)
	<b>(94,8) \$</b>	<b>27,8 \$</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>		
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	26,7 \$	2,3 \$
Impôt sur le résultat	(7,1)	(0,6)
	<b>19,6 \$</b>	<b>1,7 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(75,2) \$</b>	<b>29,5 \$</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>(15,0) \$</b>	<b>80,3 \$</b>
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(16,0) \$	77,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,0	3,0

# État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>30 juin 2025</b>	31 mars 2025
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171,2 \$	293,7 \$
Créances clients	537,7	612,0
Actifs sur contrat	491,9	482,2
Stocks	616,4	595,0
Acomptes	88,7	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	62,4	59,0
Actifs financiers dérivés	28,1	23,5
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>1 996,4 \$</b>	<b>2 143,6 \$</b>
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	771,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	564,4	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	11,9	11,6
Actifs d'impôt différé	177,8	191,8
Actifs financiers dérivés	9,1	1,4
Autres actifs non courants	655,2	657,8
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dettes fournisseurs et charges à payer	965,9 \$	1 190,8 \$
Provisions	28,4	34,5
Impôt sur le résultat à payer	19,6	18,4
Passifs sur contrat	1 020,9	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Passifs financiers dérivés	21,5	42,2
<b>Total du passif courant</b>	<b>2 306,5 \$</b>	<b>2 686,5 \$</b>
Provisions	14,0	14,3
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	112,9	134,1
Passifs d'impôt différé	38,9	40,7
Passifs financiers dérivés	4,0	22,4
Autres passifs non courants	254,2	268,4
<b>Total du passif</b>	<b>5 887,6 \$</b>	<b>6 237,8 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions	2 339,3 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	89,9	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	289,0	381,8
Résultats non distribués	2 189,6	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5 \$
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 991,1 \$</b>	<b>4 976,0</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>

# État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2025

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Actions ordinaires							
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes au 31 mars 2025	320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	84,5 \$	4 976,0 \$
Résultat net	— \$	\$	— \$	— \$	57,2 \$	57,2 \$	3,0 \$	60,2 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(92,8)	19,6	(73,2)	(2,0)	(75,2)
Total du résultat global	— \$	— \$	— \$	(92,8) \$	76,8 \$	(16,0) \$	1,0 \$	(15,0) \$
Exercice d'options sur actions	348 020	12,2	(2,2)	—	—	10,0	—	10,0
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	817	—	—	—	—	—	—	—
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	22,3	—	—	22,3	—	22,3
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,2)	(2,2)
<b>Soldes au 30 juin 2025</b>	<b>320 613 945</b>	<b>2 339,3 \$</b>	<b>89,9 \$</b>	<b>289,0 \$</b>	<b>2 189,6 \$</b>	<b>4 907,8 \$</b>	<b>83,3 \$</b>	<b>4 991,1 \$</b>

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Trimestre clos le 30 juin 2024

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Actions ordinaires							
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net	— \$	— \$	— \$	— \$	48,3 \$	48,3 \$	2,5 \$	50,8 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	27,3	1,7	29,0	0,5	29,5
Total du résultat global	— \$	— \$	— \$	27,3 \$	50,0 \$	77,3 \$	3,0 \$	80,3 \$
Exercice d'options sur actions	965 075	24,2	(3,0)	—	—	21,2	—	21,2
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	34 917	1,0	(1,0)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(463 500)	(3,3)	—	—	(8,4)	(11,7)	—	(11,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	16,3	—	—	16,3	—	16,3
<b>Soldes au 30 juin 2024</b>	<b>318 848 725</b>	<b>2 274,8 \$</b>	<b>67,7 \$</b>	<b>181,3 \$</b>	<b>1 804,2 \$</b>	<b>4 328,0 \$</b>	<b>80,7 \$</b>	<b>4 408,7 \$</b>

# Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	60,2 \$	50,8 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	113,7	97,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(21,6)	(24,0)
Impôt sur le résultat différé	6,3	(5,6)
Crédits d'impôt à l'investissement	(4,6)	(5,0)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	19,5	16,3
Régimes de retraite à prestations définies	5,0	3,1
Autres passifs non courants	—	(2,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	2,9	2,2
Autres	7,8	(5,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(204,5)	(140,1)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(15,3) \$</b>	<b>(12,9) \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(106,9) \$	(92,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,7
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles	(22,4)	(28,6)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,1	10,5
Autres	(3,4)	0,3
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(120,6) \$</b>	<b>(108,6) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	157,8 \$	119,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	75,3	10,5
Remboursement sur la dette à long terme	(207,6)	(25,1)
Remboursement sur les obligations locatives	(15,8)	(13,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	10,0	21,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	—	(11,7)
Autres	(1,3)	—
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>18,4 \$</b>	<b>100,7 \$</b>
<b>Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(5,0) \$</b>	<b>3,9 \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(122,5) \$</b>	<b>(16,9) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>	<b>293,7</b>	<b>160,1</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>171,2 \$</b>	<b>143,2 \$</b>

## **À PROPOS DE CAE**

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

Lisez notre Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable EX25.

### **Personnes-ressources**

#### **Médias :**

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, +1-438-805-5856, [samantha.golinski@cae.com](mailto:samantha.golinski@cae.com)

#### **Relations avec les investisseurs :**

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, [andrew.arnovitz@cae.com](mailto:andrew.arnovitz@cae.com)